



Union Interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.



Permanent Mission of Albania to  
the United Nations



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes  
et l'autonomisation des femmes



## De la masse critique à la parité – les femmes au pouvoir font toute la différence!

Judi, 14 mars 2019, 10 h – 11 h 15

Ex-Press Bar<sup>1</sup>, Bâtiment de l'Assemblée générale, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York

**Sujet :** Comme nous le savons tous, des voix s'élèvent pour faire valoir la nécessité de voir davantage de femmes à des postes de décision aussi bien en politique que dans le monde des affaires. L'Union interparlementaire (UIP) suit l'évolution du nombre de femmes dans les parlements nationaux et dans les rangs de l'exécutif et recueille des informations sur la contribution des femmes à la gouvernance et à la prise de décisions dans les faits. ONU-Femmes aide les Etats membres à mettre en œuvre des normes et des programmes internationaux afin qu'ils établissent un équilibre entre les sexes dans les processus décisionnels politiques et collecte des données sur la représentation des femmes dans les administrations locales. Des dirigeants mondiaux influents, dont le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, ont fait de la parité une pierre angulaire de leur mandat. Cette séance examinera la raison pour laquelle il est si important de dépasser la masse critique pour atteindre la parité et les effets qui se feront sentir lorsque cela sera réalisé.

**Contexte :** La Déclaration et le Programme d'action de Beijing, les Objectifs de développement durable (ODD), la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), les lois nationales sur la prévention de la discrimination à l'égard des femmes, etc. Beaucoup de promesses ont été faites en ce qui concerne l'égalité des sexes et son impact sur la société. Pourtant, de nombreux défis sont encore à relever. La violence est omniprésente : l'Organisation mondiale de la santé a établi qu'une femme sur trois a été victime de violence physique ou sexuelle au cours de sa vie (2013). Selon l'UIP, dans les parlements nationaux, 44,4 pour cent des femmes interrogées ont été menacées d'actes de violence contre elles ou les membres de leur famille (2016). D'après le Rapport mondial sur la traite des personnes (2016) de l'ONUDC, 71 pour cent des 24,9 millions de victimes de la traite des personnes sont des femmes ou des filles. L'impunité pour de tels actes est généralisée aux quatre coins du monde. Il est temps que les choses changent !

Les recherches de l'UIP (2008) montrent que dans les pays dont les parlements comptent un grand nombre de femmes, les questions relatives à la santé, à l'éducation, à l'élimination de la violence contre les femmes, à la protection sociale, au bien-être de l'enfant et à l'égalité des sexes font l'objet d'une attention accrue. En Norvège, il existe un lien direct entre la forte présence de femmes dans les conseils municipaux et le nombre élevé de garderies (Bratton et Ray 2002). En Inde, le fait que de nombreuses femmes occupent des postes de direction a amélioré les résultats scolaires et rehaussé les aspirations professionnelles des filles et des jeunes femmes (Lori, Duflo et al. 2012). L'idée d'une masse critique de 30 pour cent est apparue il y a plusieurs décennies comme un élément qui permettrait aux femmes d'exercer une influence dans les processus décisionnels. Cependant, pour qu'un changement transformateur et institutionnel se produise, il faut aller encore plus loin. Une représentation égale des femmes et des hommes dans les processus décisionnels est essentielle pour atteindre l'égalité des sexes et réaliser tous les Objectifs de développement durable (ODD). Une résolution récente de l'UIP va dans ce sens (<http://archive.ipu.org/conf-f/135/item4.pdf>). A l'heure actuelle, la moyenne mondiale des femmes dans les parlements nationaux s'élève à 24 pour cent et seuls trois pays sur 193 comptent au moins 50 pour cent de femmes parlementaires (chambre unique ou chambre basse) : le Rwanda, la Bolivie et Cuba. Il convient de noter que la Bolivie est le seul pays à avoir adopté une loi spécifique sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes en politique.

**Proposition :** Organiser un forum pour discuter de la manière dont les femmes dirigeantes ont été à l'origine de changements positifs, en particulier quant aux programmes de protection sociale et aux efforts visant à éliminer la violence sexiste à l'égard des femmes.

<sup>1</sup> Cet espace ne disposant pas de cabines d'interprétation, l'événement parallèle se déroulera en anglais uniquement.

En outre, les participants se poseront les questions suivantes :

- **Quel impact les changements en termes de masse critique et de parité ont eu sur ces résultats positifs ?**
- **Quelles sont les meilleures pratiques existantes en ce qui concerne la réalisation de la parité dans la gouvernance ?**
- **Quels sont les facteurs qui favorisent l'influence des femmes dans les processus décisionnels ?**

Parmi les orateurs figureront des représentants des Etats membres, ainsi que des experts en matière de participation des femmes aux processus décisionnels de l'Union interparlementaire et des agences des Nations Unies.

**Date et heure :** Jeudi 14 mars 2019, de 10 h à 11 h 15

**Lieu :** Ex-Press Bar, Bâtiment de l'Assemblée générale, Siège de l'ONU, New York

**Parrainages principaux :** Missions permanentes de Trinidad-et-Tobago, Fidji, Albanie et Canada ; UIP et ONU Femmes

**Parrainage :** League of women voters – Etats-Unis (LWVUS), Pan-Pacific and South-East Asia Women's Association (PPSEAWA), Conseil international des femmes juives (ICJW), Comité des ONG sur la condition de la femme /New York (ONG CSW/NY), Federation of American Women's Clubs Overseas (FAWCO).